

# POUR LA CHAPELLE DARBLAY LA SEULE SOLUTION : LA PRÉEMPTION !

**Le 15 octobre dernier, la direction du groupe UPM, comme à son accoutumée, a donné la priorité d'achat de Chapelle Darblay à un repreneur qui n'est pas un producteur de papier.**

**F**aut-il s'en étonner venant de ce groupe qui, à ce jour, a toujours pris comme décision de détruire les outils de productions, à l'instar de Docelles ?

Ce même groupe qui fait l'objet, une fois de plus, avec d'autres groupes papetiers nordiques, d'une enquête de la commission européenne antitrust pour entente illicite sur les prix et l'assèchement du marché du papier.

La fermeture de Chapelle Darblay fait partie intégrante de ce schéma des oligopoles papetiers pour tirer les prix de vente vers le haut et engraisser leurs actionnaires.

Voici la réalité de la politique que mène UPM en refusant d'étudier et de donner suite au seul dossier viable économiquement et le plus performant en termes d'emplois et d'écologie.

La communauté de commune du Rouennais a annoncé mettre en place un dispositif de préemption du site, ce que la fédération revendique depuis plus d'un an et qu'elle a portée au CESER de Normandie.

Les déclarations « effarouchées » des ministres Lemaire et Pannier-Runacher sont à la hauteur de l'inefficacité de leur action et de leur refus de prendre en compte des propositions émises par la fédération, comme par exemple la nationalisation temporaire du site (comme cela a été le cas pour les chantiers navals de Saint-Nazaire), le temps de la reprise par un consortium d'investisseurs papetiers. En dépit de l'annonce d'UPM de choisir le simili-projet de centrale à hydrogène, la lutte doit continuer pour imposer

**Les déclarations « effarouchées » des ministres Lemaire et Pannier-Runacher sont à la hauteur de l'inefficacité de leur action et de leur refus de prendre en compte des propositions émises par la fédération (...)**

le projet travaillé par le syndicat et porté par l'ensemble des instances de la CGT.

On ne laissera pas faire une direction « voyou », saboter une nouvelle fois, un outil de travail unique en Europe qui allie emplois et environnement.

Outil industriel qui, plus que jamais, est indispensable à la démocratie par sa production de papier « presse recyclé ». Le gouvernement ainsi que les institutions politiques régionales doivent sortir de leur léthargie et faire tout ce qui est possible pour imposer à UPM de laisser cette usine au repreneur choisi pour ses performances sociales et sociétales.

La FILPAC CGT pèsera de tout son poids et mettra tous les moyens possibles que lui demandera le syndicat des « Pap-Chap » pour gagner cette ultime bataille.

**CHAPELLE DOIT VIVRE ET VIVRA !**

